

RECONNAISSONS LA

PALESTINE

SANS GÉNOCIDE

SANS APARTHEID

NI COLONISATION



ZOOM

Dettes. Le chantage des agences de notation pour imposer l'austérité!

Page 3

INTERNATIONAL

Colonies. À Mayotte, la police française tue en mer

Page 4

ARGUMENTS

Se mobiliser pour se réappropriier et étendre une « Sécu à 100% »

Page 5

CHAMP LIBRE

Entretien avec Guillaume Fleurance du Syndicat CGT parisien des Sociétés d'études

Page 8

Édito

Retailleau dégage!

Par ALEX BACHMAN

Pris de panique à l'approche du 10 septembre, le gouvernement et son cogneur en chef, Retailleau, nous ont de nouveau joué la partition des violences à venir. Pas les leurs, les violences sociales que nous subissons au quotidien, ni celles de leurs flics bien sûr, mais les violences hypothétiques de celles et ceux qui allaient se mobiliser et qui ne pouvaient être que des « casseurs », des « black blocs » et autres membres de « l'ultra-gauche ultra-violente ». Nous avons donc eu droit, le 10 et le 18 septembre, au même récit suranné des « 80 000 policiers et gendarmes mobilisés », aux mêmes reportages complaisants sur le déploiement des nouveaux véhicules blindés de la gendarmerie à 744 000 euros pièce. En revanche, les médias mainstream ne se sont pas appesantis sur le scandaleux passage en force des préfectures pour imposer l'usage abusif des drones, déposant les arrêtés d'autorisation en dernière minute, empêchant ainsi les actions en référé devant les tribunaux administratifs. À Paris, la plupart des effectifs formés au maintien de l'ordre étaient neutralisés par la garde statique des lieux du pouvoir capitaliste (ministères, Champs-Élysées, etc.). La préfecture de police a donc raclé les fonds de tiroir et envoyé au contact les éléments les plus violents et les moins formés : les sinistres CI, CSI et autres Brav-M, sans parler de la BAC, envoyée matraquer les lycéenEs.

Le résultat, prévisible, a été le même à Paris et en région : une avalanche de violences policières, des manifestantEs, y compris mineurEs, rouéEs de coups, des nuages de lacrymogènes, des tirs de LBD, sans parler des incendies provoqués par leurs palets de lacrymo. Au niveau judiciaire, la répression a également été féroce, avec des centaines d'interpellations et de gardes à vue, émaillées de violences, d'insultes, de menaces, de remarques sexistes et racistes, des comparutions immédiates à la pelle et des condamnations absurdes, comme à Montpellier... pour avoir jeté des peaux de banane sur les flics.

Plus le pouvoir a peur, plus il est violent, nous le savons. C'est collectivement, de façon unitaire, que nous pourrions nous en protéger et, au final, le faire tomber.

Bien dit

La révolte contre le génocide et tout ce qui l'accompagne ou l'a rendu possible doit bien, en effet, occuper une place centrale dans notre résistance au fascisme montant

Penser Gaza : entretien de LUCA SALZA avec Étienne Balibar, le 17 septembre 2025

<https://blogs.mediapart.fr/etienne-balibar/blog/170925/penser-gaza-entretien-de-luca-salza-avec-etienne-balibar>

À la Une

Après le 18 septembre, construisons la mobilisation!

La journée de grève interprofessionnelle du 18 septembre a été un succès. Elle a bénéficié de l'élan apporté par la mobilisation populaire du 10 septembre et un appel intersyndical extrêmement large.

Les manifestations ont été massives et les chiffres de grève importants dans certains secteurs. Cette séquence de mobilisation montre que la colère contre le gouvernement et sa politique est forte, et exprime une aspiration à la justice sociale. Cependant, pour réellement contester le pouvoir en place et imposer des mesures d'urgence pour l'ensemble des travailleurEs et de la population, il faudra élargir et construire une mobilisation de masse de notre classe.

Une journée de grève et de manifestations réussie...

La mobilisation populaire du 10 septembre a clairement modifié le climat social de cette rentrée. Après le départ de Bayrou, les énormes mobilisations du mercredi et les taux de grévistes non négligeables au vu de la mobilisation syndicale, la date du 18 apparaissait comme la suite logique de la mobilisation. L'intersyndicale a été poussée par le contexte à appeler à une date beaucoup plus tôt qu'elle ne l'aurait sans doute fait spontanément. Les assemblées générales qui avaient préparé le 10 ont appelé au 18, renforçant la mobilisation syndicale. Les taux de grévistes sont importants dans l'éducation, dans les transports, dans la santé... et y compris dans le privé. En ce sens, le fait que l'appel soit aussi porté par la CFDT, l'UNSA et la CFE-CGC a contribué à ce que la mobilisation soit forte. Sans atteindre les niveaux de mobilisation au plus fort de la bataille

contre la réforme des retraites, près d'un million de manifestantEs à la mi-septembre, c'est un excellent début!

... qui en appelle d'autres

Se pose donc la question des suites à donner au mouvement. Le communiqué de l'intersyndicale au lendemain du 18 nous laisse en suspens, puisqu'il n'appelle pas à une nouvelle date. Malgré cette faiblesse, l'ultimatum posé au gouvernement doit nous servir de point d'appui pour construire une grève qui dure plus de 24 h et qui s'inscrive dans la durée pour se donner les moyens de s'affronter à Macron et Lecornu. Le gouvernement a donné rendez-vous aux syndicats le 24, mais il est certain qu'il ne

sortira rien de satisfaisant de cette rencontre, étant donné les marges de manœuvre quasi inexistantes dans un contexte de crise économique, sociale et politique aiguë. Il faut donc d'ores et déjà préparer la suite dans les assemblées populaires, dans les services, dans les boîtes et dans les syndicats. Si la plupart des militantEs savent que la grève est nécessaire, il faut convaincre autour de nous qu'elle est possible et que tous les secteurs doivent s'y mettre!

Construire la grève reproductible, faire émerger nos revendications!

Pour construire la grève, il faut qu'elle s'appuie, d'une part, sur la réalité des revendications

sectorielles et/ou locales pour articuler une dimension immédiate à celle de la contestation de la politique d'austérité du gouvernement : contre les suppressions d'emplois dans le privé, pour la création de postes dans le public, pour l'amélioration des conditions de travail, etc. D'autre part, il faut porter des revendications qui unifient le mouvement : contre l'austérité budgétaire, contre la casse des services publics, pour la défense de la Sécurité sociale, pour un budget qui réponde aux besoins sociaux et non pour la guerre et l'armement.

Il faut espérer que l'intersyndicale proposera rapidement un plan de grève d'ici la fin du mois et, dans tous les cas, la date du 9 octobre apparaît comme une échéance très importante : ce seront les 80 ans de la Sécurité sociale, en plein débat sur la loi de son financement. C'est une date déjà prévue depuis longtemps par le secteur de la santé et que l'ensemble du mouvement peut rejoindre (lire page 5)!

Le pouvoir n'a jamais été aussi fragile et illégitime! Mais pour déloger Macron et sa politique, le mouvement social doit se renforcer, notamment par une grève massive et longue, avec des revendications claires et concrètes qui répondent à l'urgence sociale. L'unité de notre camp social est une nécessité pour gagner et elle doit s'imposer à l'ensemble des organisations sociales et politiques. Tout cela se construit maintenant, dans la rue et dans les grèves!

Elsa Collonges

GROSSE MOBILISATION DE LA GRÈVE DU 18 SEPTEMBRE



Acturama



Des cortèges impressionnants partout en France le 18 septembre contre l'austérité et l'autoritarisme. Des manifestantEs déterminéEs à ne pas en rester là.

PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS



Lundi 22 septembre : « *Journée historique* ». Un concert de louanges accompagne la reconnaissance officielle de l'État de Palestine par la France — après la même démarche, la veille, par le Canada et le Royaume-Uni. La une de *l'Humanité* représente une Marianne avec bonnet phrygien et keffieh prenant dans ses bras une Palestinienne en pleurs. Les drapeaux palestinien et israélien sont exposés ensemble sur la tour Eiffel. Des dizaines de mairies célèbrent l'événement en arborant le drapeau palestinien.

Une reconnaissance tardive et hypocrite

On peut noter d'emblée l'hypocrisie d'un État qui, depuis deux ans, fait la chasse aux keffieh et aux drapeaux palestiniens et où Retailleau, toujours ministre, interdit tout drapeau palestinien sur les mairies pourtant en lien avec une décision de son propre État. La palme revient cependant à la mairie de Paris qui, sans honte, met l'agresseur et l'agressé sur le même plan : le colonisé et le colon, la victime d'un génocide et son bourreau.

Plus de 140 pays reconnaissent déjà la Palestine. Il ne s'agit donc pas d'une décision si courageuse, après deux ans de génocide. Et cette reconnaissance tardive ne doit rien à un génie visionnaire de Macron. Ce dernier est probablement guidé par son souci de laisser une empreinte internationale après la perte d'influence de la France. Mais il a surtout été contraint d'agir sous la pression de l'opinion publique et du mouvement de solidarité.

S'agit-il donc d'une décision historique positive ? Probablement... mais. Car il y a plusieurs « mais ». Et de taille.

Une reconnaissance fantôme, vaine et conditionnée

D'abord, il s'agit de reconnaître un État qui n'existe pas. Les accords d'Oslo ont créé le spectre d'un État en Palestine sans réel pouvoir, ne contrôlant pas son propre territoire, et dont tous les progrès étaient conditionnés à la « sécurité » d'Israël.

PALESTINE Reconnaître les peuples avant les États

La reconnaissance de l'État de Palestine par la France est présentée comme un geste historique. Mais que vaut cette reconnaissance sans fin du génocide, de l'apartheid et de la colonisation ?



Ensuite, il s'agit de reconnaître un État sans reconnaître le génocide perpétré contre son peuple, sans mettre fin aux livraisons d'armes, sans imposer de sanctions. Depuis plusieurs mois, les communiqués de dénonciation s'enchaînent sans aucune action. Cette reconnaissance, sans effets concrets sur l'injustice que vit le peuple palestinien, est une manière de masquer l'inaction de la France et de couvrir sa complicité.

Enfin, il s'agit d'une reconnaissance sous conditions. Le projet franco-saoudien comporte plusieurs clauses conditionnant une reconnaissance effective à la sécurité d'Israël. Il impose la « démocratie » — en décidant d'avance et sans les Palestiniens que ce sera sans le Hamas — et confie le pouvoir d'administration à l'Autorité palestinienne. Une démocratie décidée dans les chancelleries occidentales, en somme. (Lire à ce sujet notre article dans l'édition de la semaine dernière !).

Reconnaissance des peuples

Reconnaître les peuples, c'est d'abord arrêter la déshumanisation : ne pas laisser continuer le génocide et l'arrêter immédiatement est une priorité absolue. Les dénonciations ne suffisent pas. Il faut des sanctions contre l'État d'Israël, des arrestations — notamment interdire de vol Netanyahu et ses acolytes dans l'espace aérien européen. Arrêter les soldats franco-israéliens impliqués dans des crimes à Gaza. Mettre fin à l'impunité. Reconnaître les peuples, c'est reconnaître leurs aspirations légitimes, leurs revendications et leurs organisations. En réalité, la reconnaissance actuelle vient entériner les « frontières » de 1967 et réaffirmer le soutien à Israël plus que reconnaître les droits du peuple palestinien.

Pour reconnaître les peuples, il faut soutenir leurs résistances et leurs luttes. En Italie — dont l'État ne reconnaît pourtant pas la Palestine — un appel à la grève générale en soutien à Gaza a donné lieu à une importante mobilisation le 22 septembre. Ce mouvement reconnaît le peuple palestinien. Bloquons tout pour Gaza !

Édouard Soulier

1 - <https://lanticapitaliste.org/actualite/international/nos-yeux-sur-la-flottille-pas-sur-lon>

À lire sur le site



Gaza. Vos regrets ne suffisent pas et nous n'accepterons pas vos excuses, par Marie Schwab

No comment

M. Zucman (...) est d'abord un militant d'extrême gauche, son idéologie vise la destruction de l'économie libérale.

BERNARD ARNAUD, dans une déclaration au *Sunday Times* publiée samedi 20 septembre. à propos de l'économiste Gabriel Zucman, qui propose un taxe sur les très hauts patrimoines

Agenda

Vendredi 26 septembre, Culture en résistance: scène libre comme la Palestine, 2^e édition, Paris 19^e. À partir de 19h, au Baranoux, 78 rue Compans, Paris 19^e.

Dimanche 28 septembre, Marche pour le climat. Paris: Gare du Nord à 14h 30, Marseille: Aux Réformés à 14h 30, Lyon: place Jean-Macé à 10h 30, Nantes: Miroir d'Eau à 11h, Montpellier: place de la Comédie à 14h, Strasbourg: place Kléber à 14h, Lille: Porte de Paris à 15h, Rennes: place de la mairie à 15h...

Dimanche 28 septembre, journée internationale pour le droit à l'avortement. Paris: manifestation à 13h de République à Gare du Nord, Montpellier: rassemblement 12h-14h place de la Comédie, Lille: rassemblement à 14h à République, Bordeaux: manifestation à 18h place des Quinconces...



Mercredi 1^{er} octobre, meeting contre la guerre et l'austérité avec Philippe Poutou, Thomas Sommer, Madeleine Papet et Estelle Joannin, Toulouse. À 20h, salle Osète, 6 rue Pellissier.

Samedi 18 octobre, ExitransInter 2025, Paris. À 14h à République.

DETTE PUBLIQUE Le chantage des agences de notation pour imposer l'austérité!

Après que l'agence Fitch a dégradé le 12 septembre la note de la France, de AA à AA -, Morningstar a suivi le 19 septembre en la ramenant à AA, invoquant une trajectoire « d'assainissement budgétaire » plus lente que prévu. Conséquence: les taux d'intérêt exigés par les marchés risquent d'augmenter, ce qui alourdit la charge de la dette et entretient un cercle vicieux. Comme toujours, ces agences privées, sans aucune légitimité démocratique, appliquent une grille de lecture néolibérale: elles « récompensent » les gouvernements qui imposent l'austérité et sanctionnent ceux qui ne coupent pas assez vite dans les dépenses sociales.

On nous répète que la dette est « insoutenable » : plus de 3 300 milliards d'euros, 113% du PIB, le plus haut taux d'endettement depuis la Seconde Guerre mondiale. Mais les intérêts représentent à peine 2% du PIB, bien moins que dans les années 1990. La dette d'un État n'a rien à voir avec celle d'un ménage: l'État ne rembourse jamais intégralement, ce qui lui permet de « rouler » sa dette, émettant de nouveaux emprunts pour remplacer les anciens. Et surtout, alors qu'un ménage ne peut pas choisir son niveau de revenu, un État, lui, a les moyens de fixer ses recettes!

Une crise fabriquée par Macron et les cadeaux au patronat

Si la dette a explosé depuis 2017, ce n'est pas à cause des dépenses publiques mais, c'est dû à la chute des recettes: suppression de l'ISF, baisse de l'impôt sur les sociétés, exonérations en pagaille. Autant de milliards offerts aux riches et aux patrons. La logique voudrait donc d'aller chercher l'argent là où il est: dans les profits et les grandes fortunes. La proposition de taxe « Zucman » de 2% sur le patrimoine des ultra-riches n'est qu'un minimum syndical! En 2023, un rapport sénatorial indiquait que 211 milliards d'euros d'aides publiques

avaient été versés aux entreprises. Pendant que les hôpitaux et les écoles manquent de moyens, les multinationales encaissent subventions et niches fiscales, licencient à tour de bras et arrosent leurs actionnaires. Voilà où part l'argent public. Pas chez les prétendus « assistés ».

Annuler la dette illégitime

Pourquoi continuer à verser 55 milliards d'intérêts par an aux créanciers privés? Ces intérêts sont un impôt déguisé au profit du capital, qui dégrade les finances publiques pour enrichir les banques et les fonds d'investissement. C'est pour cela que le NPA exige un audit démocratique de la dette illégitime — née des cadeaux fiscaux et des spéculations — dans l'objectif de l'annuler. Pour cela, il faudra rompre avec les traités européens et le carcan de la BCE, dont la politique monétaire tend à imposer des politiques néolibérales, sans jamais prendre en compte les besoins sociaux.

Socialiser les banques et l'économie

Oui, il faut augmenter les salaires et financer massivement les services publics. Nous défendons ces mesures, avec les autres organisations de la gauche de rupture, parce qu'elles

sont vitales pour notre camp. Mais nous ne pensons pas qu'elles permettraient de sortir de la crise. Une simple politique de relance économique dans le cadre du capitalisme ne suffira pas: elle risquerait même d'alimenter l'inflation tout en tirant les taux de profit vers le bas, ce qui ne résoudrait pas la crise du capitalisme qui découle notamment des faibles gains de productivité.

Il n'y a pas de politique qui serait gagnant-gagnant pour le patronat et les travailleurs. Soit les profits sont rétablis par l'austérité et l'écrasement des salaires, soit on prend largement sur les profits pour satisfaire les besoins de la population, ce qui accentuerait la crise du capitalisme et poserait ainsi la question d'une autre organisation de l'économie. C'est pour cela que nous défendons également l'instauration d'un monopole public bancaire, la socialisation des grandes entreprises, le développement de nouvelles sécurités sociales — de l'alimentation, du logement — financées via des cotisations sociales.

Ces mesures ne se négocieront pas dans les couloirs des ministères: elles nécessitent un rapport de force, un mouvement social massif, une confrontation avec le capital. **Sorel**

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur **l'Anticapitaliste.org**

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction: redaction@npa2009.org

Diffusion: diffusion.presse@npa2009.org

Administration: 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN: 2269-3696

Commission paritaire: 1225-C-93922

Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage: 1800 exemplaires

Directrice de publication: Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction: Olivier Lek Lafferrière

Maquette: Ambre Bragard

Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



AFRIQUE

En Éthiopie, un syndicat digne de ce nom

Un exemple d'une centrale syndicale qui se renforce dans les batailles sociales et maintient son indépendance vis-à-vis des autorités en dépit des pressions politiques.

Une note d'optimisme ! En Éthiopie le syndicalisme progresse. De 2015 à 2019 les syndicats d'entreprise sont passés de 918 à 1901 et le nombre de syndiqués de 415 000 à 615 000. Actuellement, on compte 2200 syndicats d'entreprise et un million de salariéEs sont affiliés à la Confédération of Ethiopian Trade Unions (CETU) dotée de neuf fédérations professionnelles.

La légitimité syndicale

La CETU a gagné deux grandes batailles. La première est l'abrogation de la loi sur le travail élaborée en dehors de toute négociation et promulguée en 2017. Elle permettait notamment une grande liberté de licenciement, la suppression d'une partie des congés payés, l'allongement de la période d'essai. Des grèves spontanées ont éclaté et la base syndicale a enjoint la confédération de mener la lutte. La CETU a brandi la menace d'une grève générale, obligeant les autorités à revenir sur les dispositions litigieuses et également à accorder l'extension du congé maternité et la création d'une instance pour fixer un salaire minimum.

La seconde bataille est la syndicalisation dans les parcs industriels, sortes de zones franches censées inciter les capitalistes étrangers à investir dans le pays. Le pouvoir éthiopien considère ces parcs comme le principal moyen d'industrialiser le pays et met en avant la faiblesse des coûts salariaux. C'est donc au nom de l'intérêt national que la syndicalisation était proscrite dans les faits. La pression de la CETU, conjuguée aux grèves sauvages, a eu raison de cette politique antisyndicale.

Environnement hostile

La CETU évolue dans un pays où le régime est particulièrement répressif contre les organisations de la société civile, les journalistes et les opposantEs. Si la répression syndicale est utilisée par le patronat, elle l'est aussi par le gouvernement. Lors de la grève du personnel soignant dont on s'est fait l'écho, le gouvernement n'a pas hésité à menacer et emprisonner des grévistes.

La question financière est aussi un domaine délicat. La CETU tire ses ressources des locations immobilières qu'elle a héritées du syndicat inféodé au régime dictatorial de la fin des années 1980. Ce mode de financement prête le flanc à d'éventuelles mesures de confiscation que pourrait prendre le gouvernement. Mais la difficulté majeure pour la CETU, c'est son isolement. Aucun parti ne prend en compte les revendications des salariéEs. À tel point qu'un débat est apparu, initié par la base, pour que le syndicat lance un parti travailliste capable de faire entendre, sur la scène politique, les exigences des travailleurEs. Déjà, lors de la guerre contre la province du Tigré, en dépit des énormes pressions gouvernementales, la CETU non seulement s'était abstenue de tout discours belliciste, mais avait au contraire prôné l'union et la solidarité entre les travailleurEs et soutenu les syndicats tigréens.

Paul Martial

À lire sur le site



Espagne. Vuelta 2025: pas de génocidaires dans le sport!, par Y.S.

COLONIES FRANÇAISES

À Mayotte, la police française tue en mer

Une enquête d'un an, menée par le média d'investigation Lighthouse Reports, le Monde, Der Spiegel, The Times et Arte, sur les naufrages de migrantEs comorienEs tentant de rejoindre l'île de Mayotte, un prétendu « département français » (à 8 000 km de l'Hexagone !), vient confirmer ce que les militantEs antiracistes et anticolonialistes ne cessent de dénoncer : la politique de fermeture des frontières aux migrantEs tue.

Mais ce n'est pas simplement une politique qui tue. Car, si, comme le rappelle l'enquête, « il est estimé que 10 000 personnes se sont noyées en essayant de faire ce voyage depuis 1995 », elle prouve la responsabilité directe de la police aux frontières (PAF) : « La police française est responsable des morts ou disparitions d'au moins 24 personnes — y compris des femmes enceintes et des enfants — lors d'interceptions violentes en mer au large de Mayotte » (Lighthouse Reports, 16 septembre). L'estimation de 24 personnes repose sur des documents officiels. Un bilan certainement beaucoup plus lourd à mettre au compte de la PAF agissant au nom de l'État français.

« La pratique habituelle »

Basée sur une vingtaine de témoignages de rescapés, l'enquête décrit « la pratique habituelle » — depuis au moins 2007 — des naufrageurs de la PAF. Chargés d'intercepter les kwassa, de frêles canots de pêche transportant des migrantEs, ils les encerclent, créent de grandes vagues qui les font chavirer et n'hésitent pas à les percuter, provoquant des noyades.

Lighthouse Reports rapporte ainsi le témoignage de Zoubert et Ahamada, deux rescapés du naufrage du 15 juillet, leur kwassa ayant été éperonné par une vedette de la police : « Notre embarcation s'est déchirée, tout le

monde est tombé à l'eau [...]. Tout le monde criait. Ils nous ont regardé nous noyer sans bouger. » Zoubert affirme avoir vu une adolescente et un homme âgé disparaître sous l'eau. Ahamada [...] se souvient que leur pilote tentait de fuir vers la plage lorsque la vedette de la PAF les a percutés par derrière. « C'est à ce moment-là qu'ils nous ont frappés », a-t-il dit. Après l'impact, il a vu son neveu de quatre ans s'enfoncer dans l'eau. « C'est vraiment ignoble. S'ils nous avaient laissés débarquer, ils auraient pu nous arrêter sans tuer les gens. »

Colonialisme et guerre contre les migrantEs

Une information judiciaire a été ouverte, mais — sans surprise — pour le préfet de Mayotte, François-Xavier Bieuville, les « filières d'immigration [...] sont les premières responsables de ce drame », prétendant que la PAF n'intervient que pour des opérations de sauvetage. Le message du représentant de l'État est sans ambiguïté : la chasse aux migrantEs peut continuer en toute impunité, et par tous les moyens, y compris criminels. Par tous les moyens, précisément parce que Mayotte est une colonie (« d'outre-mer ») où touTEs les habitantEs sont traitéEs avec mépris (comme après le passage du cyclone Chido, abandonnéEs par la France), où l'exception devient la règle et



BRUNO BARTKOWIAK / FASTI

où les discriminations et violences racistes, inhérentes au colonialisme et indispensables au capitalisme, peuvent se déchaîner encore plus librement qu'en métropole contre les réfugiés. Des expulsions très supérieures (de 60 %) ; des droits très inférieurs que la droite et l'extrême droite veulent voir appliquer aussi dans l'Hexagone (suppression de l'AME, restriction du droit du sol...); une chasse meurtrière aux migrantEs menée par la police et même par une partie des Mahorais — particulièrement précarisés et misérables (77 % des habitantEs sous le seuil de pauvreté / 14 % en France) —, le pouvoir colonial détournant leur colère sociale contre les ComorienEs, pourtant un seul et même peuple.

L'impérialisme français attise les divisions pour maintenir sa domination dans cette partie de l'océan Indien, stratégiquement et économiquement importante, où la concurrence est vive avec les autres impérialismes. Liberté de circulation et d'installation ! Égalité des droits ! Impérialisme français hors de Mayotte et des Comores ! Il doit finir le temps des colonies.

Germain Gillet

USA Trump veut mettre fin à la liberté d'expression aux États-Unis

Trump a lancé une offensive visant à mettre fin à la liberté d'expression aux États-Unis. La liberté d'expression n'est pas seulement protégée par la Constitution et par la loi, elle fait aussi partie de l'histoire et de la culture américaines.

Trump ne censure pas littéralement les contenus : il utilise plutôt sa richesse personnelle et les pouvoirs de contrainte économique du gouvernement pour intimider les médias et les universités.

Contrôler la télévision

La semaine dernière, Trump et son administration ont provoqué le licenciement de Jimmy Kimmel, un humoriste connu pour ses critiques acerbes contre Trump. Kimmel avait plaisanté en suggérant que Tyler Robinson, l'assassin du podcaster d'extrême droite Charlie Kirk, pourrait être « l'un des leurs », ce qui a indigné l'extrême droite. Brendan Carr, président de la Commission fédérale des communications (FCC), a aussitôt suggéré la suspension de Kimmel. La FCC n'a aucun pouvoir légal sur le contenu médiatique, mais Carr a laissé entendre que si la chaîne ne se conformait pas à cette exigence, le réseau et ses filiales pourraient perdre leur droit de diffusion. ABC, la chaîne de télévision américaine appartenant désormais



WIKIMEDIA COMMONS

au groupe Walt Disney, a donc licencié Kimmel, qui avait une audience d'environ 1,7 million de spectateurEs chaque soir.

En juillet, CBS, la Columbia Broadcasting Network, aujourd'hui détenue par Paramount Global, avait déjà annoncé le licenciement de Stephen Colbert. Suivi par trois millions de spectateurs, il est lui aussi une critique acerbe de Trump. Les deux chaînes, ABC et CBS, dépendent de l'approbation de la FCC pour mener à bien des opérations de plusieurs milliards de dollars (fusions et

acquisitions), ce qui les rend particulièrement vulnérables aux pressions.

Attaquer la presse écrite

Trump s'en est aussi pris à la presse écrite. En juillet, il a porté plainte contre le Wall Street Journal, News Corporation et son propriétaire Rupert Murdoch pour avoir publié un article évoquant la carte d'anniversaire qu'il aurait signée pour le pédocriminel Jeffrey Epstein. Et en septembre 2025, Trump a poursuivi le New York Times pour diffamation, réclamant

15 milliards de dollars, l'accusant d'avoir nui à ses affaires avant l'élection de 2024.

Mettre la pression sur les universités

Trump a également mené campagne pour transformer le visage des universités américaines, qu'il accuse d'antisémitisme, de promouvoir les « idéologies » LGBT et trans, et de mener des politiques de diversité, d'équité et d'inclusion prétendument « racistes envers les blancs ». Il a affirmé que l'enseignement supérieur était de gauche, voire communiste. Il a coupé des centaines de millions de dollars de financements pour la recherche et a intenté des procès afin de contraindre certaines universités à changer leurs programmes et leurs personnels. Trump suggère désormais que tout média audiovisuel le critiquant devrait perdre sa licence. Il faut continuer à défendre la liberté d'expression aux États-Unis d'Amérique.

Dan La Botz, militant de DSA (Democratic Socialists of America)



SE MOBILISER POUR SE RÉAPPROPRIER ET ÉTENDRE UNE «SÉCU À 100%»

Avec leur plan de 44 milliards de coupes dans les dépenses sociales, Macron et Bayrou s'apprêtaient à célébrer, à leur façon, les 80 ans de la Sécurité sociale. Bayrou parti, la menace reste.

En trente ans, du « plan Juppé » (1995) au « plan Bayrou » (2025), la Sécurité sociale n'a cessé d'être la cible des contre-réformes libérales qui se sont succédé sous tous les gouvernements. Pour Macron, il s'agit désormais d'en finir avec un « modèle social » qui coûte un « pognon de dingue » au patronat. La Sécurité sociale a également été à l'origine des grandes luttes sociales des dernières décennies (1995, 2003, 2010, 2019, 2023). Elles ont mobilisé des millions de travailleurEs, de jeunes, de retraitéEs, pour s'opposer aux contre-réformes des retraites ou de la santé. La défense de la Sécu est aussi au cœur de la mobilisation qui s'est engagée les 10 et

18 septembre 2025 contre le plan Bayrou. L'heure n'est pas à réduire davantage les dépenses sociales au nom du « déficit », elle est à financer la protection sociale à hauteur des besoins, en commençant par mettre fin aux 83 milliards d'exonérations de cotisations sociales inutilement accordées aux entreprises. C'est dans les luttes et dans la rue que doit se célébrer le 80^e anniversaire de la Sécurité sociale. Plusieurs initiatives vont en ce sens :

- L'appel unitaire « Soigne ta santé, soigne ta Sécu », initié par le « Tour de France de la santé », signé de très nombreuses forces syndicales, associatives et politiques ;

- L'appel « La Sécu c'est vital », lancé par la Convergence des services publics ;

- La proposition de la CGT, rejointe par SUD Santé-Sociaux, d'une manifestation nationale à Paris le 9 octobre en défense de la Sécurité sociale.

Reste, dans les semaines qui viennent, à construire unitairement cette mobilisation dans le cadre de la lutte en cours.

Ce dossier, préparé par la commission nationale santé-Sécu-social du NPA, souhaite apporter sa contribution à ce combat.

La commission santé-Sécu-social

Sécu : ce que défend le NPA

« La Sécu est à nous » : se réapproprier la Sécurité sociale

Une Sécu financée par du salaire (cotisations) et autogérée par les assuréEs sociaux : pour appartenir aux assuréEs sociaux, la Sécurité sociale doit rester une institution exclusivement financée par du salaire : les cotisations versées par les employeurs. Elle doit être gérée par les représentantEs éluEs et révocables des assuréEs sociaux (qui sont, dans leur immense majorité, des salariéEs) et placée sous leur contrôle.

Cela implique : la fin de l'étatisation de la Sécurité sociale (suppression des lois de financement de la Sécurité sociale, de la gestion de la Sécurité sociale par l'État). Les employeurs ne doivent avoir aucune place dans la gestion des caisses.

Une Sécu qui réponde aux besoins sociaux

La Sécurité sociale doit être universelle. Elle doit couvrir toute personne résidant en France, de manière régulière ou non.

La Sécurité sociale doit disposer de budgets lui permettant de répondre de manière satisfaisante aux besoins sociaux, faute de quoi l'inégalité sociale, la concurrence entre salariéEs réapparaissent.

- Santé : 100 % Sécu et gratuité des soins pour toutes et tous.

- Financement à hauteur des besoins de l'hôpital public.

- Retraites : une retraite par répartition complète avec 75 % des meilleurs salaires à 60 ans pour toutes et tous (avec 37,5 années de cotisations – années de formation et de chômage comprises).

- Des allocations familiales identiques pour toutes et tous, versées dès le premier enfant.

Étendre la Sécurité sociale à de nouveaux domaines

- « Dépendance » et handicap : la Sécurité sociale, financée par les cotisations sociales (et non par des journées de travail gratuit), doit intégralement prendre en charge un service public de la perte d'autonomie.

- L'indemnisation du chômage doit être intégrée à la Sécurité sociale.

- Un pré-salaire étudiant pour celles et ceux qui poursuivent des études après le secondaire.

- Une réflexion doit être menée sur l'extension de la Sécurité sociale à d'autres besoins fondamentaux (logement, alimentation) ou à la prise en charge du décès.

Le combat pour la réappropriation et l'extension de la Sécurité sociale est partie prenante d'un projet solidaire et émancipateur qui nécessite la rupture avec le capitalisme.

De la fondation aux contre-réformes

Fondée, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, par les ordonnances des 4 et 19 octobre 1945, la Sécurité sociale entendait « débarrasser les travailleurEs de l'incertitude du lendemain », en instaurant des droits sociaux pour toutes et tous, destinés à « garantir les travailleurEs et leurs familles contre les risques de toute nature, susceptibles de réduire ou de supprimer leur capacité de gain, à couvrir les charges de maternité et les charges de famille qu'ils supportent ». Le « but final » étant « la réalisation d'un plan qui couvre l'ensemble de la population contre l'ensemble des facteurs d'insécurité ».

La Sécu, ciment de la solidarité de classe

Imposée dans un rapport de forces exceptionnel au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la Sécurité sociale a rendu obligatoire, pour les employeurs, le versement d'un salaire « socialisé » sous forme de cotisations sociales, s'ajoutant au salaire « net » directement perçu par le/la salariéE. Grâce à la Sécurité sociale, le salaire ne permet pas seulement d'assurer la reproduction de la force de travail des travailleurEs dans l'emploi, mais celle de l'ensemble de la classe salariée. Elle est un outil essentiel de la solidarité de classe.

En 1945, la Sécurité sociale est majoritairement gérée par les représentantEs éluEs des salariéEs, qui occupent les deux tiers des sièges dans les conseils d'administration des caisses.

80 ANS DE LA SÉCU
NE LAISSONS PAS
LES CAPITALISTES
GACHER LA FÊTE!



La Sécurité sociale n'a jamais été acceptée par la classe dominante. Toutefois, sous la pression des luttes, les années de forte croissance économique (5% en moyenne) et d'augmentation de la productivité qui suivent la Seconde Guerre mondiale rendent tolérable, pour les patrons, la hausse des cotisations. Elle permet la montée en puissance des droits sociaux. Les retraites se rapprochent d'un prolongement du salaire d'activité, des soins de qualité deviennent accessibles à toutes et tous.

Austérité et étatisation

Mais dans les années 1970 s'ouvre une période durable de faible croissance et d'absence de gains significatifs de productivité. La protection sociale devient l'objet des politiques d'austérité destinées à protéger les profits. Malgré les résistances, un projet libéral, soutenu par l'Union européenne, se met en place. Il tend à ramener la Sécurité sociale à une couverture minimum (recul de l'âge de la retraite, baisse du niveau des pensions, moindre remboursement des soins, insuf-

finance des moyens pour l'hôpital...).

Pour accéder à des soins de qualité ou bénéficier d'une retraite satisfaisante, il devient nécessaire de faire appel à une assurance complémentaire (privée ou d'entreprise) pour celles et ceux qui en ont les moyens (complémentaires santé, fonds de pension).

Pour imposer ce projet, l'État prend le contrôle de la Sécurité sociale, sur laquelle les représentantEs des salariéEs n'ont plus aucune prise. La « Sécu » devient une succursale du ministère des Finances. Les recettes et dépenses sont votées par le Parlement (loi de financement de la Sécurité sociale).

L'étatisation de la « Sécu » s'appuie sur sa « fiscalisation » : des impôts, payés pour l'essentiel par les salariéEs (CSG, taxes diverses), remplacent les cotisations des employeurs, qui profitent d'exonérations de plus en plus importantes (16 milliards en 2004 ; 83 en 2023).

Quelques chiffres (année 2023)

PIB de la France (richesse produite en une année):

2 822,5 milliards

Sécurité sociale (famille, retraites, santé):

643 milliards (25 % du PIB)

Protection sociale dans son ensemble (incluant Sécurité sociale + emploi, logement, pauvreté et exclusion):

888 milliards (31,5 % du PIB)

Budget de l'État:

567 milliards (20 % du PIB)

28 SEPTEMBRE Encore et toujours lutter pour le droit à l'avortement

Après de nombreuses années de combat, en janvier 1975, la loi autorisant l'IVG est promulguée. Cinquante ans plus tard, la lutte pour le droit des femmes et des minoriséEs de genre à disposer de nos corps n'est pas terminée: le 28 septembre, journée internationale pour le droit à l'avortement, nous nous mobiliserons!

Cet été, des organisations féministes ont alerté sur la décision de Trump de faire incinérer des contraceptifs féminins non périmés destinés à des pays africains via l'USAID (Agence des États-Unis pour le développement international). Dans son obsession de contrôler le corps des femmes, cette destruction fait partie du projet idéologique masculiniste du gouvernement américain: ce sont 1,4 million de femmes et filles qui se voient privées de leurs droits d'avoir des enfants ou non et de se protéger face aux maladies. Ces contraceptifs sont gardés en Belgique et devraient être incinérés en France si celle-ci l'autorise. Il y a quelques jours, Trump affirmait que le stock, d'une valeur de 10 millions d'euros, avait été détruit, mais la Belgique a démenti l'information. La pression doit continuer, notamment sur le gouvernement français qui se prétend impuissant dans cette situation et entretient la plus grande opacité sur cette affaire. Le Collectif Avortement en Europe, les femmes décident a lancé une pétition exigeant que « les organisations humanitaires prêtes à redistribuer ces contraceptifs, dans l'esprit des engagements de l'UE en faveur de la santé et des droits des femmes dans le monde, puissent en disposer ».¹

Un contexte international réactionnaire

Cet événement est symptomatique du climat réactionnaire international. L'extrême droite au pouvoir, c'est la remise en cause de nos droits reproductifs, et cela se confirme aux États-Unis, en Pologne, en Hongrie, en Italie... Aux États-Unis, plus d'une dizaine d'États ont prohibé l'accès à l'avortement. En Italie, des groupes anti-IVG peuvent entrer dans les cliniques. Équateur, Malte, Salvador... nombreux sont les pays où l'avortement est interdit. En bafouant ce droit fondamental, le contrôle du corps des femmes prime sur nos vies: une femme meurt toutes les neuf minutes d'un avortement clandestin. Les femmes avortent, que ce soit interdit ou non!

Le 28 septembre, réaffirmer « Mon corps, mon choix! »

La menace de l'extrême droite plane partout, y compris en France où l'insuffisante inscription de la « liberté » d'avorter dans la Constitution ne peut protéger ce droit. Par ailleurs, la double clause de conscience persiste et nous sommes encore et toujours dans l'impossibilité de choisir notre méthode d'avortement.

La destruction du service public de santé menace concrètement l'accès à l'avortement. Et cela ne va pas en s'arrangeant. En effet, Sophie Binet (CGT), Sarah Durocher (Planning familial), Caroline Chevé (FSU) et bien d'autres le soulignaient dans une tribune féministe appelant à la mobilisation du 18 septembre: les baisses de budget touchent en premier lieu les femmes. Dans la Drôme, un centre de santé sexuelle de proximité a fermé pour « effort budgétaire ». Dans le Loiret, le Planning familial perd 10% de sa subvention par le conseil départemental. Ces dernières années, 130 centres IVG ont fermé. Attaquer le budget, c'est aussi attaquer nos droits reproductifs!

Pour ces raisons et bien d'autres, il nous faut continuer de lutter pour que, sur tout le territoire, toutes les personnes souhaitant avorter puissent le faire de manière libre, sécurisée et gratuite. Le 28 septembre, retrouvons-nous nombreuxEs dans les manifestations ou rassemblements en solidarité avec les femmes du monde entier et pour défendre le droit fondamental à l'avortement et à la contraception!

Louise pour la CNIF – Commission nationale d'intervention féministe

1 – www.change.org/p/empêchons-la-destruction-des-contraceptifs-payés-par-usaid

ÉCOLOGIE 2 000 manifestantEs à Bure, un énorme déploiement policier

Retour sur la mobilisation anti-enfouissement de déchets nucléaires à Bure, en Meuse. Pour cette « manif du futur » du samedi 20 septembre, l'État avait tout fait pour que le pire soit à craindre. Pour contrer la mobilisation, le préfet avait même déclaré: « visiblement, les organisateurEs locaux n'ont plus la main ». Mais cette stratégie de tension n'a pas fonctionné: la mobilisation a été une réussite.

Le **Républicain lorrain** a annoncé « environ 1500 manifestantEs ». Des bus sont venus de Nantes, Paris, Lyon. Du monde depuis l'Alsace plus proche mais aussi d'Allemagne, de Belgique, de Suisse. Le collectif local « Bure stop », avec sa longue expérience d'accueil – un vrai repas et même un goûter à l'arrivée à Bure – et d'animation militante, a assuré, et la météo était favorable.

Cortège mélangé, jeune, haut en couleurs... noir aussi

Les associations écologistes ont bien sûr largement mobilisé (Attac également), défilant au son de deux chorales et d'une super fanfare parisienne, au milieu de marionnettes géantes dont « l'hydre Nestlé ». LFI était présente avec Mathilde Panot, Les Écologistes avec Sandrine Rousseau et les militantEs du NPA-l'Anticapitaliste ont bien tenu leurs drapeaux... Côté syndical, seuls Solidaires et la Confédération paysanne étaient là. Si tous les âges étaient au rendez-vous, c'est bien la jeunesse, et en particulier de nombreuses jeunes femmes, qui était le trait marquant de la manif, avec tout son dynamisme. Un cortège conséquent s'est constitué à l'arrière de la manif, en noir.

Question de stratégie: le nombre, blocage et sabotage

Comment faire, face à la « société nucléaire, société totalitaire », slogan repris tout du long? Comment faire, face aux blindés – au moins deux à Bure –, au déploiement disproportionné de gardes mobiles, au déversement de gaz lacrymogènes, sous les drones et hélicos? Alors que les travaux vont commencer après tous ces débats truqués, les mensonges de l'ANDRA (l'organisme public qui pilote le projet d'enfouissement), la corruption des collectivités par subventions publiques, l'action d'empêchement, sous toutes ses formes, doit être discutée collectivement. Faire nombre sera toujours déterminant mais se révèle insuffisant. Le blocage est à l'ordre du jour. C'est ce qu'a clairement dit



Régine de Bure stop, lorsque, sous le vent, les lacrymos ont atteint le cortège principal: « on bouge, on avance, on reste en cortège, ensemble on est fortEs, les jeunes qui tentent de se rapprocher du labo de l'ANDRA ont pris leurs dispositions pour se protéger ».

« Le nucléaire va ruiner la France »*

Parmi toutes les manières d'aborder la question du nucléaire et de l'enfouissement des déchets, l'angle d'attaque du coût est plus pertinent que jamais: on nous rebat les oreilles avec les 44 milliards d'euros de restrictions budgétaires alors que le chantier de Bure est estimé entre 26 et 37 milliards! Quand on sait que ce chantier va avec une relance généralisée de toute la filière nucléaire avec six EPR2, il est plus que temps de dire haut et fort: « Arrêt du nucléaire et Stop Bure! »

La commission écologie

* titre du livre de Laure Noualhat, éd. Seuil/Reporterre, mai 2025, 13,50 €, 215 p.

À lire sur le site



Enthoven à la FNAC, riposte pour la Palestine,
par Estelle Menu



Brest: 29 ANTI-FA!

SANTÉ Se mobiliser à l'hôpital public

Dans nos services, les mobilisations du 10 et du 18 septembre ont agi comme des catalyseurs, marquant l'épuisement des soignantEs, entre conditions de travail difficiles voire impossibles, manque de personnel et stagnation des salaires...

Le budget de la Sécu proposé par Bayrou prévoyait une économie de 5,5 milliards d'euros. Derrière ce chiffre, fermetures de lits, salaires bloqués, manque de personnels... et maltraitance des malades. L'écart se creuse entre ce que nous aimerions proposer en termes de qualité de soins et d'accueil des patientEs et ce que nous pouvons réaliser sur le terrain. Et quand l'écart devient un gouffre, alors on craque. À cela s'ajoutent la question des deux jours de congé volés, l'attaque sur les arrêts maladie... Bref, les raisons de se mobiliser, par la grève et les manifestations, sont nombreuses.

La loi du silence

Mais à l'hôpital public, la nécessité de maintien du service rend la question de la grève particulièrement difficile à poser. Le droit de grève des soignantEs a été gravement attaqué. L'encadrement est autorisé à nous assigner pour maintenir un effectif minimum. Problème: nous sommes en permanence en effectif minimum. Il est loin le temps où pouvait exister un différentiel entre un effectif « de semaine » pour les soins programmés et un « de week-end » pour les soins d'urgence. Nous sommes, ironique-



ment, en week-end permanent. Certaines professions en tension dans les services les plus sous-dotés seront donc constamment assignées et, en définitive, privées de façon permanente de leur droit de grève. Sans compter les abus: une fois attaqué, il est toujours surprenant de constater la vitesse à laquelle un droit devient un privilège qu'on accorderait selon la volonté des cadres. Faire grève à l'hôpital est presque devenu un impensable.

Pourtant, il faut bien se faire entendre! Brassard, banderoles aux fenêtres ou sur les grilles, tracts et piquets d'information des patientEs et de leurs familles, c'est bien le service minimum! Mais nous pouvons faire mieux... D'ailleurs nous le devons.

C'est le moment d'y aller, par tous les moyens!

Nous devons donc insister sur les différentes modalités d'action qui ont fait mal aux directions. Par exemple, par la grève administrative du codage des actes qui conditionne le financement des hôpitaux: en 2019, le Collectif Inter-Hôpitaux avait appelé à la « grève du codage » à Marseille, Brest, Rennes, Montauban... L'AP-HP a ainsi subi une perte de près de 300 millions d'euros, soit 17% de ses recettes! Une manière de faire pression sans mettre en danger les patientEs. Les conditions de travail rendent parfois les personnels littéralement malades. Alors, le dépôt en masse d'arrêts de travail traduit un réel épuisement des

personnels. Une forme de résistance qui avait beaucoup fait parler d'elle, comme aux urgences du CHU de Toulouse Purpan en 2019, ou aux urgences psychiatriques, toujours à Toulouse, en février 2024.

Enfin, il faut s'appuyer sur les usagerEs, les familles, des manifestantEs qui braquent le projecteur sur la santé maltraitée. Descendre les lits d'hôpitaux devant l'ARS, en centre-ville, ou pendant une manifestation. Une action symbolique pour dénoncer le manque de lits, de personnels et de salaires. Cela peut se faire avec le mouvement « Bloquons tout », les manifestations syndicales ou les rassemblements du Tour de France pour la santé. Le 10, nous étions 8% de grévistes à Toulouse, Lyon, ou à l'hôpital Tenon... autour de 5% à Tours. Il faut continuer le travail syndical visant à créer du lien entre les soignantEs elleux-mêmes (comme en assemblée générale à Tenon ou à la Pitié-Salpêtrière), mais aussi avec d'autres personnes sur nos piquets de grève. Le 10, nous étions 300 devant l'hôpital Tenon pour protester contre le manque de moyens.

Nous avons les moyens de créer le rapport de force pour ne plus subir des conditions de travail invivables. Malgré tous les obstacles, des modes de mobilisation efficaces existent. Retrouvons le sens de l'action collective!

Aurélien-Anne Thos

Culture

CINÉMA **La mort n'existe pas, de Félix Dufour-Laperrière**

En salle le 1^{er} octobre 2025

Alors qu'un attentat contre de riches propriétaires tourne mal, Hélène fuit en abandonnant à la mort ses camarades de lutte. Sa meilleure amie revient la hanter afin de lui offrir une seconde chance, la confrontant aux conséquences de ses actions. Aussi poétique que violent, hypnotisant qu'inspirant, ce film d'animation fait écho à des préoccupations toujours plus d'actualité : comment choisir entre violence et inaction ?

Et si tout était à refaire...

Errant en forêt après avoir quitté le lieu de l'attentat, Hélène doit se confronter au fantôme de Manon, qui lui propose de revenir en arrière et de réécrire l'histoire. Si elle n'avait pas changé d'avis, sa participation aurait-elle pu modifier le cours des événements ? Aurait-elle pu sauver ses amiEs, y aurait-elle aussi laissé la vie ? Perdue entre ses convictions, son engagement, sa loyauté envers elleux, la possibilité, aussi, d'une belle histoire d'amour avec un de ses camarades de lutte, et son désir de simplement vivre, Hélène doit faire un choix impossible : tout sacrifier, peut-être, dans l'espoir d'être l'étincelle qui allumera le feu du changement en vue d'un monde meilleur, ou préserver son petit bout de monde, juste à elle. Sans garantie ni certitude, elle doit décider de fuir à nouveau ou de se jeter corps et âme dans la bataille.

«Et dans le désordre, l'apaisement»

Alors que la période est partout marquée par le ras-le-bol, la question de la légitimité de la violence revient plus que jamais sur les plateaux ou dans les repas de famille. Peut-on justifier la perte de vies humaines simplement parce que ces personnes incarnent tout ce contre quoi l'on se bat ? Du cas Luigi Mangione à l'assassinat de Charlie Kirk, en passant par les émeutes au Népal, force est de constater que la condamnation de la violence ne va pas toujours de soi et qu'il peut être facile de trouver des excuses, si ce n'est de carrément héroïser certaines manifestations de colère légitime... La paix ne peut-elle naître que du chaos, ou est-il encore possible de croire à une solution faite de compromis et de résignation ? Beau, brut, loin de chercher à apporter des réponses ou une quelconque forme de jugement, ce film très graphique aux partis pris esthétiques forts permettra à chacunE de réfléchir aux sacrifices nécessaires, ou non, à la construction d'un monde plus apaisé.

Cyrielle L. A.



Cinq ans après *La petite dernière*, adapté au cinéma par Hafsia Herzi, Fatima Daas sort *Jouer le jeu*, un roman d'apprentissage, vif et acéré. Kayden a 17 ans et vit dans un quartier populaire, avec sa mère et sa sœur. Autour d'elle, un groupe d'amiEs composé de Samy, Nelly et Djenna. Elle aime

ROMAN **Jouer le jeu, de Fatima Daas**

Éditions de l'Olivier, 2025, 192 pages, 20€

observer le monde et écrire.

Au début, elle pensait faire un CAP petite enfance. Son professeur lui conseille une seconde générale, car elle a de bonnes notes. Kayden suit alors ses conseils. C'est là qu'elle rencontre sa professeure principale, Garance Fontaine, avec qui elle développe une relation ambiguë et ambivalente. Une professeure qu'elle aime en secret. L'enseignante voit en elle une future étudiante de Sciences Po et décide de la prendre sous son aile pour la faire « progresser » selon ses plans...

Ce roman démonte avec talent le vieux trope du professeur « sauveur blanc », qui permet à la « pépète » des quartiers et/ou raciséEs d'acquiescer les codes, le savoir légitime, qui lui per-

mettront de s'émanciper de sa condition, de sa famille, de son milieu. Il questionne donc ce trope qu'on retrouve notamment dans *À la rencontre de Forrester* (avec Sean Connery et Rob Brown) ou *Le Brio* (avec Daniel Auteuil et Camélia Jordana). En effet, en même temps que Kayden est valorisée, presque starisée, Djenna, plus rebelle, ne reçoit aucun soutien de la part du corps enseignant.

Narré à hauteur d'adolescente, le roman montre aussi le ressenti face à des professeurEs, des adultes, qui ont peur d'ados, d'enfants, parce qu'ils sont raciséEs. La scène du débat sur la laïcité est ainsi éclairante. Il donne également à voir le vécu d'une jeune LGBTI des quartiers populaires. Enfin, les questions

de classe sont aussi très présentes. Du prix de chaque produit du quotidien à la violence de l'oral d'admission à Sciences Po...

Les personnages sont attachantEs, en premier lieu Kayden, mais aussi Samy, rêveur et toujours amoureux.

Politique sans être un roman à thèse, *Jouer le jeu* vaut la peine d'être lu.

Sally Brina

► la librairie La Brèche,
27, rue Taine, Paris 12^e,
M^o Daumesnil

★ la-breche.com

01 49 28 52 44
contact@la-breche.com

Vie du NPA l'Anticapitaliste

CPN **Un conseil politique en pleine mobilisation sociale**

Le conseil politique national du NPA-l'Anticapitaliste s'est tenu ce week-end dans un contexte enthousiasmant de mobilisation. Il a permis à la fois de discuter de l'appréciation de la situation et de tracer des perspectives pour les semaines qui viennent.

Il est difficile pour une organisation comme la nôtre d'avoir une vision large de ce qui se passe, mais notre implication dans les syndicats et les collectifs militants nous permet de surmonter partiellement cet obstacle. Ces temps d'échanges, de mise en commun des expériences, nous permettent de compléter les éléments relatés par la presse et les réseaux sociaux et d'affiner notre évaluation de la situation, de l'état de la combativité.

Nous avons donc discuté de la force des mobilisations populaires et de la grève, de l'articulation entre la mobilisation du 18 et celle du 10 septembre, de la fragilité de Macron et du gouvernement à venir. Nous avons débattu du communiqué de l'intersyndicale au lendemain du 18 avec des nuances entre nous sur son appréciation : dans quelle mesure peut-il être un point d'appui ? Le fait qu'il n'appelle pas directement à une nouvelle date va-t-il peser très négativement dans la construction de la mobilisation ? La discussion permet d'affiner l'analyse, même si elle n'aboutit pas toujours à une position consensuelle !

Discuter de notre activité et des mots d'ordre que nous mettons en avant

Nous avons discuté longuement de l'importance de construire une grève longue et massive. Nous avons partagé les difficultés rencontrées, le recul dans ce domaine lié aux évolutions de l'organisation du travail et aux défaites des dernières décennies. Pour la construire, nous estimons qu'il est essentiel de lier les mots d'ordre généraux, exprimés par le mouvement Bloquons tout, comme « Macron dégage », à des

revendications plus concrètes et sectorielles qui répondent à l'urgence sociale.

En tant que parti, nous avons débattu des perspectives politiques, notamment parce que le slogan « Macron dégage » nous oblige à préciser quoi faire ensuite. Face au danger de l'extrême droite, l'enjeu d'une réponse unitaire, politique, syndicale, sociale de notre camp est essentiel. Cela ne nous empêche pas d'avoir des désaccords avec les organisations réformistes et de proposer nos propres réponses, comme celle d'un gouvernement des travailleurEs, un gouvernement de notre classe, sous contrôle du mouvement social, qui répondrait aux revendications et aspirations de notre classe.

L'actualité sociale est dense en France, mais nous n'oublions

pas non plus l'ensemble des combats internationaux et contre les oppressions. Alors que le processus de décolonisation est attaqué par l'État colonial en Kanaky, le NPA a adopté une motion volontariste pour renforcer la solidarité anticolonialiste.

Construire le NPA-A

Ce contexte de mobilisation est aussi, pour nous, la possibilité de développer et d'intensifier notre campagne de rentrée « Reprenons la rue » (par la grève, les manifestations, les actions), d'avancer sur nos propositions dans un contexte qui évolue vite : après avoir repris la rue et organisé les blocages le 10, se pose aujourd'hui la question de la grève et, assez directement, celle d'une alternative politique au capitalisme. Un meeting sera organisé à Paris en

octobre-novembre qui donnera largement la parole aux mobilisations en cours. Ce sont ces questions dont nous discuterons lors de réunions ouvertes dans les prochaines semaines.

D'autres échéances internes ou ouvertes aux militantEs proches de nous vont également avoir lieu dans les prochains mois : un week-end de formation féministe, une rencontre nationale des comités, une journée de formation autour du manifeste écosocialiste de la IV^e Internationale avec les autres organisations de la section française, une rencontre nationale des travailleurEs du public et du privé. Nous avons eu également des débats au sujet de nos fonctionnements internes et des tensions qui existent entre militantEs, avec la volonté de les surmonter par la discussion et une prise en charge collective de ces préoccupations.

Un week-end intense, fatigant, mais absolument nécessaire pour avancer ensemble dans cette période complexe mais aussi pleine de potentialités pour notre camp !

Elsa Collonges

Centre d'études marxistes Les internationalistes face aux guerres.

Une salle pleine sous la verrière de Rotographie pour la séance de rentrée du Cercle d'études marxistes avec Manon Boltansky et Edwy Plenel le 22 septembre 2025. « Les internationalistes face aux guerres » : un sujet d'une importance cruciale dans cette période. Les débats se sont concentrés sur les guerres en Palestine et en Ukraine, aussi centrales que clivantes au sein de la gauche radicale.

La conférence est introduite par Manon Boltansky, militante du NPA, qui explique que la tâche la plus urgente pour les militantEs internationalistes est celle de la solidarité concrète, dont l'exigence traverse toute l'histoire de la IV^e Internationale : porteurs de valises, imprimeries clandestines installées en Kanaky ou au Portugal, transferts d'argent, accueil et sécurité des militantEs kanak quand iels sont en France... Notre travail est également de rencontrer et de faire entendre la parole des militantEs.

Edwy Plenel, journaliste qu'il n'est pas besoin de présenter, propose une approche historique des révolutions, dans leur rapport aux guerres — en particulier les guerres de libération nationale. À partir des écrits de Robespierre, il souligne la défiance que le peuple doit toujours conserver lors d'une révolution envers ses dirigeantEs. Il insiste sur le principe que la fin ne saurait en aucun cas justifier les moyens et que nous devons toujours être du côté des peuples et non des États, à la différence des positions souvent adoptées par Jean-Luc Mélenchon.

Notre internationalisme est fondamentalement anticolonial, opposé à tous les impérialismes et pour le droit à la résistance des peuples. La séance s'est terminée sur la lecture des mots de Dmitriy Petrov, militant anarchiste russe, tué alors qu'il combattait dans l'armée ukrainienne : « Je l'ai fait pour la justice, pour défendre la société ukrainienne et pour libérer mon pays, la Russie, de l'oppression. [...] [Pour] établir l'internationalisme par notre exemple. »

SYNDICALISME « Nous construisons la grève par en bas, dans un secteur traditionnellement éloigné de la conflictualité sociale »

On a vu le 18 septembre à Paris un cortège un peu inhabituel, autour d'une jolie banderole: «informatique, jeux vidéo, conseil, bureaux d'études en lutte». Peux-tu expliquer comment ça s'est construit?

Au sein de la CGT, nous avons fondé il y a quelques mois un nouveau syndicat CGT des Sociétés d'études à Paris à partir d'un collectif déjà existant et d'un constat: notre secteur professionnel se caractérise par un isolement des salariéEs syndiquéEs très important qui fait obstacle à l'organisation collective sur le lieu de travail. Pourtant, notre secteur en aurait bien besoin, car l'absence d'organisation à l'échelle de l'entreprise favorise l'accaparement par les patrons et actionnaires des richesses créées et obstrue les perspectives de lutte. Il n'est pas anodin de constater que nos métiers sont souvent marqués par un turnover conséquent, les collègues préfèrent partir en cas de contrariété individuelle ou collective pour chercher de meilleures conditions ailleurs plutôt que de lutter pour obtenir ces meilleures conditions dans leur entreprise.

Notre secteur se caractérise par un isolement des salariéEs syndiquéEs très important

Dans ce contexte, nous nous sommes donné pour mission, avec les camarades du syndicat, de permettre aux travailleuses et travailleurs de notre périmètre de faire valoir leurs intérêts collectifs et de lutter ensemble, en partageant leurs expériences pour avancer. Puis, à partir de ce syndicat, nous avons entamé une démarche d'échanges avec Solidaires Informatique et le Syndicat des Travailleuses du Jeu Vidéo (STJV), qui agissent sur un périmètre plus ou moins équivalent au nôtre, afin d'organiser en intersyndicale une première Assemblée générale le 8 septembre, dans l'optique de prendre notre part au mouvement du 10 septembre. Nous avons rassemblé près de 200 travailleuses et travailleurs du secteur, dont plusieurs n'étaient pas syndiquéEs.

Après avoir pris notre part aux actions du 10 septembre, notre AG a choisi démocratiquement de mobiliser ses forces pour organiser une action qui rendrait visible notre secteur et ainsi motiver des collègues, syndiquéEs ou non, à nous rejoindre dans le mouvement. Nous n'attendons pas des mots d'ordre de grève qui viennent d'en haut, nous construisons la grève par en bas, en essayant de massifier autant que possible dans un secteur peu gréviste et traditionnellement éloigné de la conflictualité sociale. Le 18 septembre, nous étions une cinquantaine devant Station F, haut lieu symbolique de la start-up nation, à partir de 8 h 30 pour distribuer des tracts et faire connaître nos

Entretien avec Guillaume Fleurance, membre de la Commission exécutive du Syndicat CGT parisien des Sociétés d'études, 24 ans



PHOTO THÈQUE ROUGE

Nous n'attendons pas des mots d'ordre de grève qui viennent d'en haut, nous construisons la grève par en bas

revendications. Puis, nous avons rejoint la grande manifestation à 14 h pour constituer un beau cortège intersyndical qui a permis de réunir des camarades de notre secteur syndiquéEs et non syndiquéEs. Ce n'est que le début!

Qu'est-ce qui rassemble ces secteurs?

Notre secteur est large et composite, il regroupe des métiers très différents sur le fond, quoique nous soyons essentiellement agentEs de maîtrise ou cadres. Pourtant, ils sont marqués par des enjeux communs, par exemple autour des heures supplémentaires non reconnues, des risques psychosociaux et des burn-out, d'un accaparement par les patrons et actionnaires de la valeur créée ou encore une rotation des effectifs importante qui permet généralement aux entreprises de peser à la baisse sur les salaires. Il s'agit également d'un secteur dans lequel la culture du dialogue social est très peu présente, souvent découragée par des directions d'entreprise qui adoptent une posture paternaliste et n'acceptent d'avancées sociales que si elles viennent d'en haut. Bien que le regroupement puisse paraître contingent à première vue, les AG organisées ont fait émerger spontanément de nombreux enjeux de luttes communs. Au-delà des conditions de travail au sens strict, nous travaillons dans des métiers particulièrement exposés à l'usage de l'IA, qui a des conséquences environnementales, impérialistes et qui est déjà mobilisée comme outil de surveillance globalisée dans des sociétés fascistes.

Apparemment il y a une dynamique d'AGs articulée à l'implication d'organisations syndicales.

Nos trois organisations syndicales ont impulsé la dynamique en proposant de se retrouver en AG, et mettent à la disposition de l'AG leurs moyens. Pour le reste, l'AG est souveraine et prend ses décisions démocratiquement, en toute indépendance des organisations politiques et syndicales. Une partie des participantEs sont également des militantEs syndicaux et parfois des militantEs politiques, mais nous tenons à cette indépendance car beaucoup des camarades présentEs s'engagent pour la première fois dans la grève, dans un mouvement social conflictuel, et n'ont certainement pas envie de se retrouver noyéEs dans des débats idéologiques trop pointus ou politiques. Il s'agit avant tout de nous organiser en tant que secteur professionnel pour apporter toute notre force au mouvement social contre le modèle néolibéral autoritaire et austéritaire que nous vend le pouvoir, main dans la main avec le patronat.

Nous aurions pu, toutes et tous autant que nous sommes, choisir de rejoindre les boucles Telegram pour apporter notre force au mouvement des 10 et 18 septembre à titre individuel, ou au titre d'autres fenêtres d'engagement. Mais si nous sommes présentEs aux AG et que nous investissons ce cadre, c'est que nous pensons que nous ne serons jamais aussi fortEs et utiles pour le mouvement que si

Nous ne serons jamais aussi fortEs et utiles pour le mouvement que si nous nous organisons à l'échelle de notre secteur et que nous parvenons à embarquer avec nous nos collègues

nous nous organisons à l'échelle de notre secteur et que nous parvenons à embarquer avec nous nos collègues, dans nos entreprises, qui hésitent à se mettre en grève pour diverses raisons.

Chaque étape du mouvement social nous le prouve et nous le savons en tant que syndicalistes: le cœur du rapport de force, c'est la grève. Et pour être contraignante, la grève doit être

massive et la plus généralisée possible, ce qui signifie que nous ne pouvons plus nous satisfaire de mouvements de grève par procuration au cours desquels l'essentiel du salariat privé regarde les camarades faire grève sans s'y associer davantage qu'au travers d'un timide soutien. Alors, plus que de grands discours, nous nous mettons à la tâche et nous nous organisons dans le but de rassembler largement. Il s'agit aussi de construire un rapport de force sur le long terme: chaque salariéE qui découvre l'engagement dans la lutte et la force du collectif est unE salariéE qui se forme et qui sera plus à même de lutter dans son entreprise pour faire valoir ses droits de créateur ou créatrice des richesses.

À ce stade, notre mobilisation est une réussite. Notre action à Station F a été visibilisée, notre cortège intersyndical a attiré les regards et réuni nombre de travailleurEs qui ont chanté tant la volonté d'en finir avec l'autoritarisme et l'austérité gouvernementale que nos revendications spécifiques, sur l'IA, la prise en compte des risques psychosociaux, la semaine de 28 heures ou encore la protestation contre la participation de nos entreprises à l'extractivisme impérialiste en République démocratique du Congo et à l'armement du génocide des PalestinienNES. Désormais, il s'agit de continuer à avancer car les 10 et 18 septembre n'étaient qu'un début.

Propos recueillis par la rédaction

L'image de la semaine



Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
[NPA lanticapitaliste](https://npa.lanticapitaliste.org)
[lanticapitaliste](https://lanticapitaliste.com)
[Lanticapitaliste1](https://lanticapitaliste1.com)
[anticapitaliste.presse](https://anticapitaliste.presse.fr)
[lanticapitaliste](https://lanticapitaliste.com)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA: vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font!

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai:

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

l'Anticapitaliste
la revue

Le n°166-167 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à:

l'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi!

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à: redaction@npa2009.org

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement?

Il arrive trop tard dans ta boîte? Fais-le nous savoir à: diffusion.presse@npa2009.org